



PERMIS D'AMENAGER

Parc d'Activités de la Janais EIFFAGE à Saint-Jacques-de-la-Lande et Chartres-de-Bretagne (35)

Date : Juin 2022

ANNEXES

PA

Maîtrise d'Ouvrage

Architecte Urbaniste

EIFFAGE AMENAGEMENT

Diego Gutierrez
Directeur de Programme
11 place de l'Europe
78140 Vélizy-Villacoublay
Port. 07 61 78 33 35



EIFFAGE AMENAGEMENT
11 place de l'Europe
CS 50570
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
SAS au capital de 75 000 € - 732 004 411 R.C.S. Versailles
Tél : 01 34 65 89 89 - Fax : 01 35 65 83 69

DiegoOctavio.GUTIERREZORTIZ@eiffage.com

Agence UNIVERS

Urbanisme et Paysage

2bis rue Lavoisier 35700 RENNES

Tél : 02.99.63.64.66

Courriel : urbapaysage@agenceunivers.fr



univers
URBANISME & PAYSAGE

Bureau d'Etudes associés



AMCO

5, rue du Louis d'Or
35000 RENNES
Tél : 02 90 67 27 88



IAO SENN

29 rue de Chantepie
35770 VERN-SUR-SEICHE

INDICE

OBSERVATIONS

DATE

COMMUNE de
SAINT JACQUES DE LA LANDE

PERMIS DE DEMOLIR
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le : 14/05/2021

Complétée le : 26/08/2021

N° PD 35281 21 M0009

Par :	EIFPAGE AMENAGEMENT
Demeurant à :	11 place de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Représenté par :	Monsieur GRAVIT Nicolas
Pour :	démolition d'un bâtiment
Sur un terrain sis à :	la Haute Calvenais

La Maire,

Vu la demande de permis de démolir susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-3 et R 421-26 à R 421-28,

Vu le **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)** approuvé par délibération du Conseil de Rennes Métropole du 19/12/2019, dernière mise à jour (N°3) le 27/11/2020, dernière modification simplifiée (N°1) le 10/09/2020,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17/12/2007, soumettant à permis de démolir les constructions sur l'ensemble du territoire communal,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le permis de démolir la construction décrite dans la demande susvisée est **ACCORDE**.

ARTICLE 2 :

Le permis de démolir, en application de l'article L.424.9 du code de l'Urbanisme, est exécutoire QUINZE JOURS après sa notification au demandeur

Transmis en
Préfecture le : **30 SEP. 2021**

SAINT JACQUES DE LA LANDE, Le **30 SEP. 2021**

Par délégation de la Maire,
L'Adjointe en charge de l'Urbanisme et de l'Espace Public,

Alice PFEIFFER



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux Art. L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut(peuvent) commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**COMMUNE de
SAINT JACQUES DE LA LANDE**

PERMIS DE DEMOLIR
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le : **14/05/2021**

Complétée le : **26/08/2021**

N° PD 35281 21 M0008

Par :	EIFPAGE AMENAGEMENT
Demeurant à :	11 place de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Représenté par :	Monsieur GRAVIT Nicolas
Pour :	démolition de 2 bâtiments
Sur un terrain sis à :	la Haute Calvenais

La Maire,

Vu la demande de permis de démolir susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-3 et R 421-26 à R 421-28,

Vu le **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)** approuvé par délibération du Conseil de Rennes Métropole du 19/12/2019, dernière mise à jour (N°3) le 27/11/2020, dernière modification simplifiée (N°1) le 10/09/2020,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17/12/2007, soumettant à permis de démolir les constructions sur l'ensemble du territoire communal,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le permis de démolir les constructions décrites dans la demande susvisée est **ACCORDE**.

ARTICLE 2 :


Le permis de démolir, en application de l'article L.424.9 du code de l'Urbanisme, est exécutoire **QUINZE JOURS** après sa notification au demandeur

Transmis en
Préfecture le : **30/SEP. 2021**

SAINT JACQUES DE LA LANDE, Le **30 SEP. 2021**

Par délégation de la Maire,
L'Adjointe en charge de l'Urbanisme et de l'Espace Public,

Alice PFEIFFER



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux Art. L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut(peuvent) commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**COMMUNE de
CHARTRES DE BRETAGNE**

PERMIS DE DEMOLIR
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE

Demande déposée le : **13/04/2023**

N° PD 35066 23 M0003

Par :	SAS EIFFAGE AMENAGEMENT
Demeurant à :	11 place de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY
Représenté par :	Monsieur GUTIERREZ ORTIZ Diego Octavio
Pour :	démolition d'une guérite
Sur un terrain sis à :	la Haute Calvenais

Le Maire,

Vu la demande de permis de démolir susvisée.
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-3 et R 421-26 à R 421-28,
Vu le **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal** (PLUi) approuvé par délibération du Conseil de Rennes Métropole du 19/12/2019, dernière modification (N°1) le 15/12/2022, dernière mise à jour (N°5) le 21/03/2022, dernière modification simplifiée (N°2) le 18/11/2021,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 30/09/2019, soumettant l'ensemble du territoire communal à permis de démolir, dernière modification le 23/11/2020,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le permis de démolir la construction décrite dans la demande susvisée est **ACCORDE**.

ARTICLE 2 : Le permis de démolir, en application de l'article L.424.9 du code de l'Urbanisme, est exécutoire QUINZE JOURS après sa notification au demandeur

Transmis en

Préfecture le :

M.10.5.2023

CHARTRES DE BRETAGNE, Le 05/05/2023

Le Maire,



Philippe BONNIN

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux Art. L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut(peuvent) commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.